

La fin du « Roman national », vraiment ?

Dans un contexte où le débat politique et sociétal remet en cause le rôle de l'Ecole dans la construction de l'identité nationale et de la mémoire commune, une étude conduite à l'initiative de chercheurs de l'Université Louis Lumière et de l'IFE-ENS à Lyon*, dirigée par Françoise Lantheaume et Jocelyn Létourneau, vient à propos analyser comment les jeunes Français appréhendent l'histoire de leur pays.

L'enquête a été réalisée sur le modèle d'une recherche faite au Québec (J. Létourneau, publ. 2014) auprès d'élèves de 11 à 19 ans. Elle a été transposée en France en septembre 2011 auprès de 1973 élèves de sixième, 3767 en début de seconde (lycées de diverses natures), 70 étudiants juste après le bac et 13 élèves d'EREA – le corpus inclut 662 élèves en Corse et 737 à la Réunion.

Chaque élève devait rédiger en 45' un récit libre : « *décrivez, présentez ou racontez l'histoire de France* » – " *l'histoire du pays* " pour une part des élèves de Corse et de la Réunion.

Suivait une question : « *Comment s'est forgé votre récit, et d'où viennent vos informations (...)* », en choisissant 5 propositions hiérarchisées parmi 18.

Enfin, il fallait « *résumer en une phrase, une expression, ou un mot, l'histoire de France* ».

Les 5 823 récits ont été répertoriés, analysés, les occurrences saisies suivant divers thèmes : - les acteurs de l'histoire - le politique - la guerre - religion et modernité. La première partie de l'étude présente bien sûr les questions de méthode et les outils d'analyse. On ne parlera pas ici de l'examen des spécificités concernant la Corse et l'île de la Réunion ; ni des études similaires faites en Catalogne, en Suisse (Genève) et en Allemagne.

« Les jeunes français ignorent des pans entiers de leur histoire, ou pire encore, apprennent à en avoir honte » (Fillon, 28 août 2016). *« Quelque soit la nationalité de vos parents, jeunes français, au moment où vous devenez français, vos ancêtres ce sont les Gaulois et c'est Vercingétorix »* (Sarkozy, 19 sept. 2016) : Il faudrait donc revenir à l'école de la III^e République et à Lavis, concepteur des programmes d'histoire et du "manuel Lavis" en 1884 qui s'adressait ainsi aux écoliers : « *Tu dois aimer la France parce que la Nature l'a faite belle et parce que l'Histoire l'a faite grande* ». Il fallait alors célébrer et encourager le patriotisme et les acteurs de la grandeur nationale, unir tous les Français autour d'un passé commun (cf E. Renan, 1882).

Depuis, l'Ecole des Annales (M. Bloch, L. Febvre, F. Braudel) et l'historiographie universitaire auraient brisé ce "roman national" en abandonnant l'histoire-bataille et les héros historiques, en dénigrant les "erreurs" du passé (notamment colonial), plongeant ainsi les Français dans le culte de la repentance et la honte de leur passé. De plus, la mondialisation rendrait le concept de nation et celui de frontières obsolètes.

La scène médiatique offre une large place à ce débat (faux débat...) et construit le succès éditorial des Zemmour, L. Deutsch, et autres D. Casali ou M. Gallo : il faut reconstruire un enseignement de l'histoire, en récit chronologique, fondé sur les figures emblématiques, les grands règnes et les événements fondateurs en insistant sur l'origine chrétienne de la France.

Et pourtant, l'étude menée à la fin du mandat de N. Sarkozy, alors que se préparait la campagne présidentielle, ne semble pas prouver les inquiétudes et dénigrements des auteurs cités. A l'analyse des récits des élèves, on comprend le rôle de l'histoire comme nécessité de raccorder le passé au présent, le lier à ce qu'on vit aujourd'hui ; pour les élèves inscrire les faits historiques dans la vision du monde dans lequel ils vivent, « *le besoin d'instrumentaliser le passé aux fins de donner un sens au présent* » (Létourneau).

Nous sommes des êtres politiques et historiques, nous avons besoin du passé pour comprendre notre présent, notre place dans la société et vivre efficacement notre époque. Nous utilisons l'histoire à cette fin. De même, les élèves n'ont pas la nécessité de décrire une réalité objective du passé, ils le réinterprètent. « *La déshistorisation des situations historiques est ainsi une caractéristique forte des récits des élèves* » (Létourneau).

* Françoise Lantheaume, Jocelyn Létourneau (direction), *Le Récit du Commun -- L'histoire nationale racontée par les élèves*, Presses Universitaires de Lyon, 2016

Évènements clés et personnages emblématiques tiennent une place majeure dans les récits, parmi lesquels guerres, batailles, rois, conquérants, grands hommes (très rarement des femmes) et figures de pouvoir. Ainsi les personnages les plus cités (occurrences supérieures à 500) : Louis XIV, Napoléon, Charlemagne, Louis XVI, Clovis, de Gaulle, Hitler, Sarkozy, appartiennent bien – exceptés les 2 derniers, au Panthéon traditionnel (surtout si l'on ajoute les suivants : César, Vercingétorix, Hugues Capet, Henri IV... et même si quelques uns ont disparu : Richelieu, Colbert, du Guesclin). Les personnages féminins sont rares : Jeanne d'Arc (207 occurrences), Marie-Antoinette, Marianne. Mais tous (toutes) se rattachent au « roman national », aux images incontournables et épisodes ultra-classiques de notre histoire : l'invasion romaine, le baptême de Clovis, la conquête carolingienne, la monarchie absolue puis la Révolution et l'aventure napoléonienne, l'instauration de la République... Ces épisodes sont contés souvent de façon approximative et simpliste, parfois a-chronologique, pour autant bien présents et en cohérence avec la perception d'une construction inexorable de la démocratie.

On est dans l'ordre des représentations qui sortent de l'histoire factuelle pour confiner à l'allégorie, ce que les auteurs définissent comme des « *mythistoires* ». Ces mythistoires forment un système d'explication et de construction de sens, nécessaires pour « *ramener la société à l'ordre ou dans l'ordre de son histoire* » (Létourneau), et maintenir ce qui est bel et bien le « roman national ». L'histoire de la France a bien un sens, elle « *se déploie dans une direction particulière et se déroule suivant une intrigue spécifique* » (Létourneau), à travers guerres, épreuves, révoltes et victoires vers ce que la France est aujourd'hui : une démocratie apaisée et harmonieuse. Ce, à partir d'un territoire non historisé, une France "toujours là", accueillante à la fusion de peuples successifs et divers. Dans cette construction inexorable, les marqueurs chronologiques majeurs sont la Révolution française (il y a un "avant" et un "après" clairement énoncés), et les deux guerres mondiales (qui ont accouché de la République et de la démocratie).

Cette construction, essentiellement politique, se bâtit à travers les épreuves surmontées (la monarchie, l'Eglise, les religions, l'ennemi extérieur – l'Allemagne), comme une conquête dont l'acteur majeur est le « peuple » (environ 660 occurrences, 1600 si on ajoute les « Français », la « population », les « gens »), terme générique qui masque les divisions sociales et culturelles et « *ancree la nation dans un passé quasi ancestral, "toujours déjà là" et mythologique* » (S. Citron, 1987). Les occurrences du vocabulaire politique montrent l'importance de cette construction républicaine : « République-s » apparaît près de 2000 fois, suivi par « droit-s » (souvent "conquis"), « pouvoir-s », « peuple », « vote/élections », « loi-s », « citoyen-s », « démocratie », « liberté », « égalité », « fraternité » (189 occurrences). Il faut noter le face à face souvent présenté, "président / citoyens" et la relative absence dans les récits des institutions représentatives et corps intermédiaires, peut-être le poids de l'hyperprésidence dans la V^e République, ou plus sûrement le tropisme bonapartiste, le rapport particulier des Français avec un pouvoir exécutif fort et providentiel.

Le traitement des élèves est surtout politique, c'est sans doute pourquoi le phénomène religieux est peu présent dans les récits des élèves (217 occurrences seulement pour le terme "religion"). Lorsqu'il est traité, c'est sous une perspective justement politique. L'Eglise est d'abord une institution de pouvoir : le baptême de Clovis est présenté comme une alliance intéressée entre royauté et papauté, le clergé prélève le bien des paysans, elle justifie la monarchie absolue. L'Eglise est souvent jugée dangereuse et son rôle négatif, source de conflits (les Croisades, les guerres de religion) et d'intolérance.

Dans les récits qui évoquent la (les) religion(s), mais plus encore pour les très nombreux qui n'en traitent pas, on comprend d'une certaine façon la mise à l'écart de l'Eglise qui est assimilée au passé le plus lointain. L'intériorisation de la laïcité, plus que la tolérance religieuse, traduit surtout l'indifférence et la déchristianisation déjà ancienne de la France.

Dans la construction de l'histoire de France, la guerre est le principal opérateur et un facteur incontournable. Le terme « guerre » apparaît ainsi dans 60% des récits (75% chez les lycéens, sans doute en lien avec le programme de 3^{ème}), dans 8% les auteurs ne parlent que des guerres. La vision de la guerre est paradoxale entre perception des violences et des horreurs

guerrières, notamment durant la 2^e Guerre mondiale (par l'évocation du génocide) et intuition de la guerre comme matrice de l'histoire de France et réalisatrice de sa grandeur. Ainsi, le Moyen-âge et la période monarchique sont marqués par des guerres incessantes, signes d'absurdité et de chaos, alors que les deux guerres mondiales sont perçues aussi comme des sources de progrès technologiques et de transformations sociales, et le vecteur de l'avènement de la République et de la démocratie. Au total, les guerres ont forgé l'identité du pays et permis au peuple français de s'affirmer.

La perception de la guerre a entériné la fin de l'histoire-bataille, du récit événementiel et des héros guerriers : on traite de l'expérience des combats, le héros est collectif et anonyme, on lui rend hommage, on lui doit devoir de mémoire (même si l'expression apparaît très peu). On salue de façon idéaliste l'avènement après 1945 d'une ère de paix et de mondialisme (la guerre froide est peu évoquée).

Le territoire national est souvent menacé, envahi ou occupé, mais la France "n'attaque" jamais ; elle s'agrandit ou conquiert, mais "n'envahit" pas. Ainsi la colonisation est très peu évoquée, la guerre d'Algérie ou celle d'Indochine peu souvent citées : la France "Patrie des Droits de l'Homme" n'a pas pu contribuer à l'oppression d'autres peuples alors que son histoire est perçue comme une longue marche vers la République. D'ailleurs de nombreux élèves soulignent leur satisfaction, leur fierté d'appartenir à cette histoire et J. Létourneau note « *leur relation affective et admirative avec ce qu'a été leur nation* ».

Pour comprendre la perception de leur histoire par les jeunes français il faut repartir des sources de savoirs données par les élèves. Comme énoncé au début du texte, les élèves devaient classer leurs sources de connaissance parmi 18 propositions. Le « cours » arrive en rang un dans 52% des réponses (60% pour les lycéens) largement devant (mais seulement ?) la « famille », en rang un pour 10% des cas. Les items à la charnière du scolaire et du familial (manuels ou magazine d'histoire, musées, lieux historiques) groupent 8% en rang un. Les autres 30% s'éparpillent entre internet, jeux vidéos, films, documentaires, télévision, romans, bandes dessinées. Pourtant, si logiquement aux dires des élèves, la classe et le cours sont prépondérants dans leurs connaissances, pourquoi alors empruntent-ils autant à la trame du "roman national" ? Pourquoi s'en contentent-ils majoritairement ? Pourquoi les données économiques et sociales, les conflits de classes sont pratiquement absents ? Pourquoi si peu d'analyse critique de la France contemporaine ?

Les auteurs risquent une explication : malgré l'enseignement méthodique de l'histoire dans la classe, il apparaît que les jeunes sont fortement "initialisés" bien avant, dans le processus même de leur socialisation et de leur nationalisation "banales" (M. Billig, 1995), par la famille, le contexte politique et social, les préjugés, l'habitus. Leurs sources d'information sont multiples comme un "méli-mélo synergétique" et constituent de façon explicite et implicite une mémoire collective qui structure leurs savoirs et représentations.

Ils arrivent ainsi à l'école bardés de représentations acquises que même l'école n'efface pas réellement. Il faut admettre « *une forte incidence des discours sur l'histoire, autres que scolaires et savants dans la formation de la conscience historique des jeunes* » (Létourneau).

Accuser ainsi l'école, les programmes d'histoire, les présupposés idéologiques (forcément tous "gauchistes") des enseignants n'a donc pas de sens puisque les élèves sont au moins autant formatés par les clichés véhiculés en dehors de l'école et restent fortement impressionnés par le récit romanesque que veulent justement défendre les partisans du retour à l'enseignement traditionnel.

La question est plutôt de comprendre pourquoi l'enseignement actuel de l'histoire, façonné par des décennies de réflexions autour de l'Ecole des Annales, plus récemment de la Global history (l'histoire comparative), marqué par la volonté de déconstruction des préjugés et des mythes du roman national, par le souci d'ouvrir l'histoire au domaine social et économique, ne soit pas parvenu à construire une conscience du passé plus conforme avec l'état des connaissances objectives et préoccupations de la recherche historique actuelle. Même si les élèves ont bien assimilé les spécificités du destin français : la construction du modèle républicain nourri à la philosophie des Lumières et le principe d'une laïcité indifférente aux religions, peut-on se satisfaire d'une vision par ailleurs si peu critique et pluraliste ? Et qui oblitère la question coloniale, la France de Vichy, les débats de la période contemporaine...

Certes, il faudrait sans doute d'autres études, construites sous d'autres formats pour confirmer ces conclusions. Pourtant la question est d'importance alors que notre société est aujourd'hui confrontée au risque de la "droitisation" des opinions et des comportements et de la montée de l'extrême droite.

Les jeunes futurs citoyens sont-ils réellement préparés à ces menaces ? Nous avons, militants syndicaux, notamment enseignants, à réfléchir à cette problématique.

Patrick Tarroux

SNES-FSU 35